l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi 9 novembre 1976

No 562

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57952

Nice : suicide d'une jeune maîtresse auxilliaire en chômage

L'ETAT CAPITALISTE ET SES VALETS COUPABLES!

CORRESPONDANCE DE NICE

Le jeudi 4 novembre, Renée Boudouresque, jeune maitresse auxiliaire, se suicide. Originaire d'un milieu très modeste elle avait dû trimer dur pour payer ses études, tour à tour serveuse de bar, aide-soignante dans un hôpital, femme de ménage etc. en même temps qu'étudiante.

Contrainte aux suppléances occasionnelles, ne pouvant ainsi totaliser le nombre d'heures requises lui permettant de recevoir les allocations de chômage, sans proposition de poste depuis la rentrée, Renée était le symbole même des travailleurs et travailleuses auxiliaires de main-d'œuvre à bon marché, facilement interchangeable et dont les suppléances quasi-inexistantes épargnent aux capitalistes les allocations-chômage. « Je ne puis plus supporter l'angoisse qui me tenaille dpuis des semaines» a-t-elle écrit à ses amis avant de mourir en leur demandant pardon de son geste.

Renée est la victime tragique de la recherche du profit maximum des bourgeois, qu'ils soient «privés» ou à l'Éducation nationale. Elle est victime de l'active complicité des directions syndicales notamment du SNES et de la FEN qui s'opposent à la lutte des maitres-auxiliaires pour leur titularisation et même participent de longue date au «bon fonctionnement» de l'Éducation nationale.

(suite p. 3)

Albanie Acclamé par tout le pays

LE VIIe CONGRES DU P.T.A. A CLOS SES TRAVAUX

Le 7e Congrès du PTA a clos ses travaux vendredi dans une atmosphère générale de liesse et d'enthousiasme populaire. Dans toute l'Albanie, ouvriers, paysans, soldats ont redoublé d'efforts à la production pour saluer le Congrès, tout en suivant de très près le déroulement de ses travaux.

La fin du Congrès a connu une longue suite d'interventions des responsables et militants du Parti venus réaffirmer solennellement à la tribune devant l'équipe dirigeante du Parti et au nom de tous leurs camarades de travail, leur confiance dans le PTA, leur affection pour son dirigeant Enver Hodja, leur détermination à poursuivre tous leurs efforts pour rester fidèles au marxisme-léninisme, approfondir la Révolution socialiste, édifier une économie prospère et indépendante et défendre la patrie socialiste contre l'encerclement impérialiste et social-impérialiste.

Une nouvelle fois, durant la dernière journée, l'indéfectible amitié sino-albanaise a été saluée au cours de l'intervention du ministre des Affaires étrangères Nesti Nase soulignant «la grande amitié révolutionnaire sino-albanaise, forgée par nos deux Partis et nos grands dirigeants».

Le 7e Congrès du PTA a clos ses travaux pendant que tout le pays fête en même temps que sa tenue, le 35e anniversaire de la fondation du parti. La classe ouvrière et le peuple albanais tout entier puisent dans ces deux événements une ardeur nouvelle pour poursuivre la lutte de classe sous le socialisme et faire triompher le marxisme-léninisme.

LES LEÇONS D'OCTOBRE 1917

Vendredi dernier, les dirigeants du PCF organisaient à Paris un meeting prétendant célébrer l'anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917. Il s'agissait de l'hommage des Judas,, de ceux qui ont trahi. En fait d'hommage, il s'agissait de vanter l'URSS d'aujourd'hui, celle des nouveaux tsars et de faire de la propagande pour la ligne du PCF, en tous points opposée aux enseignements de la Révolution d'Octobre. Ces gens-là voudraient faire d'octobre 17 un objet d'histoire, de musée, que l'on peut célébrer sans risques tous les ans, une vieille histoire que l'on sort de la naphtaline une fois par an pour aussitôt l'y remettre.

Ils trahissent doublement l'Octobre de Lénine : d'abord en trahissant ses enseignements, ensuite, en cherchant à faire passer la dictature fasciste qui règne aujourd'hui en URSS pour du «socialisme».

Voici ce que l'un d'eux et non des moindres, Elleinstein, déclarait, il y a quelques temps, dans une interview : *«Certaines conséquences, tirées par Lénine, en particulier entre 1919 et 1923, de l'analyse de la situation à cette époque me semblent en effet tout à fait discutables. Après 1918, Lénine a été convaincu, en particulier, qu'il n'y avait pas d'autre voie que la révolution violente. Ça s'explique très bien par la propre expérience historique de Lénine. C'est elle qui lui a fait écrire «La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky». Mais cela l'a amené à sous-estimer gravement l'importance de la démocratie politique et des libertés publiques, lesquelles sont globalement qualifiées par lui de "bourgeoises"».* (Nouvel Observateur du 6 septembre 76). Et ces gens-là prétendent célébrer Octobre ! La trahison ne leur suffit plus, ils y joignent désormais l'insulte envers le dirigeant d'Octobre, Lénine. Ils cherchent, comme l'ont fait jusqu'à ce jour, les réactionnaires de tous poils, à présenter Lénine comme un adversaire de toute démocratie. Oui, messieurs, Lénine était un adversaire farouche de vos mensonges sur la «démocratie pour tous» ! Il était un farouche adversaire de la démocratie pour les exploiteurs, pour ceux qui s'engraissent sur la sueur et le sang du peuple. Il était un farouche partisan de la dictature du prolétariat à leur égard, dans tous les domaines.

Lénine était aussi un farouche partisan de la démocratie pour l'immense majorité de la population, des exploités. Et la démocratie issue de la Révolution d'Octobre était inégalée pour le peuple.

Lénine n'a cessé de démasquer ceux qui prétendaient assurer la démocratie à la fois pour les exploiteurs et les exploités. Ils les qualifiaient de menteurs. Il

n'a cessé de montrer par la parole et par l'action que s'il y a démocratie pour les exploiteurs, alors il y a dictature sur la classe ouvrière, sur le peuple, qui n'ont que deux droits : se taire et se laisser exploiter. S'il y a démocratie pour le peuple, alors il y a dictature sur les exploiteurs pour leur interdire de réinstaurer leur ordre pourri fait de misère. Si les uns sont libres, les autres ne le sont pas.

Lénine n'a cessé de mettre à nu les libertés proclamées par la bourgeoisie. Il a montré leur vraie nature. C'est d'un côté, un capitaliste, tel Hersant aujourd'hui ou d'autres, qui se paie tous les journaux qu'il veut pour mentir et défendre son système d'exploitation. Et de l'autre, ce sont les travailleurs immigrés expulsés de France pour avoir défendu leurs droits de travailleurs, c'est Romain Le Gal, jeté en prison pour ses idées, c'est une jeune institutrice qui se suicide car on la prive de tout revenu. Ce sont des millions d'hommes dont la voix est étouffée.

Et quand la bourgeoisie voit ses intérêts menacés, elle jette par-dessus bord toute «liberté» et règne par la terreur.

(Suite p. 3)

LE LIBAN ACCUEILLE LA FORCE DE PAIX ARABE

A la veille de l'installation effective de la force de paix arabe -qui doit être effective mardi- des provocations ont conduit à une reprise partielle des combats à Beyrouth, qui n'ont toutefois fait que peu de victimes.

Des progrès importants ont cependant été accomplis dans la discussion politique puisque, cédant à la vigoureuse pression du peuple libanais qui manifeste énergiquement son aspiration à la paix, les «forces conservatrices» ont officiellement accepté l'entrée des «casques verts» arabes dans les régions qu'elles contrôlent, ce qu'elles refusaient obstinément jusque là.

L'émissaire de la Ligue arabe au Liban a affirmé que ces bombardements sont des «actions planifiées visant à faire échouer le processus de paix ». Mais les responsables de ces actions se font des illusions. Les forces arabes de dissuasion se montreront sévères à l'égard de la minorité qui veut s'opposer au rétablissement de la sécurité».

Dans son premier message à la nation, le Président Sarkis a invité dimanche soir le peuple libanais à «coopérer avec les forces arabes pour instaurer la paix, sauvegarder la souveraineté du Liban et assurer l'application des accords avec l'OLP».

(suite p.2).

La Chine aux côtés des peuples d'Afrique Australe en lutte

Sous le titre «Un procédé ignoble», le «Quotidien du peuple», organe du Comité central du Parti communiste chinois a récemment publié un commentaire consacré à la pseudo-indépendance du Transkei. Nous en publions ci-dessous de larges extraits qui réaffirment l'engagement indéfectible de la Chine populaire, de son parti de son peuple aux côtés des peuples opprimés en lutte pour leur libération.

Le régime raciste de Vorster vient d'annoncer que le Transkei est devenu un bantoustan «indépendant» le 26 octobre 1976. Cette farce trompeuse constitue en fait un procédé ignoble du régime réactionnaire d'Afrique du Sud en vue de perpétuer le système d'apartheid. Il s'agit d'une nouvelle version des «réserves» sous la domination criminelle des racistes. Ce complot destiné à renforcer la domination raciste a tout naturellement suscité une condamnation véhémente et une opposition farouche au sin du peuple azanien et de l'opinion publique des pays africains.

Personne n'ignore que les «bantoustans» sont établis selon le «principe de l'apartheid» de triste renommée. Conformément à la machination des autorités sud-africaines, ces «homelands» doivent devenir autant de «pays indépendants» où vivent les noirs dans les limites du territoire sud-africain. Derrière cette façade de carton, les forces racistes restent identiques à ce qu'elle sont ailleurs, exerçant leur tyrannie et autorisées à commettre tous les méfaits. Les faits montrent que l'«indépendance» mijotée par le régime Vorster n'a rien de commun avec l'indépendance véritable et la libération réelle que réclame le peuple azanien. Elle est plutôt un infame moyen pour imposer légalement et sans fin au peuple azanien le joug de l'apartheid.

C'est animé par un sinitre dessein que le régime raciste de Vorster s'est employé à mettre sur pied des «homelands noirs» et à proclamer la pseudo-indépendance du Transkei. Depuis le début de cette année, la lutte du peuple azanien contre la domination raciste a pris un essor constant, et la lutte armée du peuple namibien et du peuple zimbabwe pour l'indépendance nationale a fait rage de plus belle, prenant d'assaut la domination criminelle du racisme blanc. Le «dialogue» et la «politique de pression» ayant échoué, les autorités réactionnaires de Vorster ont recouvert d'un nouvel emballage leur politique des «bantoustans» tristement célèbre, en leur collant l'étiquette d'«indépendance». Elles essayent par là de séduire le peuple azanien pour qu'il renonce à la lutte pour la libération nationale et de miner la solidarité militante des pays africains, en vue de continuer leur domination raciste. Cependant, cette nouvelle supercherie n'a pu tromper le peuple d'Azanie et les autres peuples africains. L'opinion publique des pays africains a souligné à juste titre que les «bantoustans» ne sont rien d'autre qu'une supercherie, en même temps qu'un ignoble complot visant à priver de tout sens l'indépendance et à prolonger la domination des blancs. La conférence de solidarité avec le peuple sud-africain organisée récemment par l'Organisation de l'unité africaine a demandé avec insistance à tous les pays et organisations de n'accorder aucune reconnaissance quelle qu'elle soit à ce prétendu État du «Transkei». Cela démontre que la pseudo-indépendance du Transkei tramée par le régime Vorster est proclamée en vain, et ne fait que relever le visage criminel très réactionnaire et très craintif de ce dernier.

Actuellement, poussées par leurs intérêts respectifs, les deux superpuissances, Union soviétique et États-Unis, sont en train de tramer complots et intrigues pour intensifier leur rivalité en Afrique. En particulier, ce loup enveloppé dans la peau de l'agneau qu'est le social-impérialisme soviétique se manifeste comme le plus sournois, le plus perfide, le plus rusé et le plus méchant. A la suite de son intervention armée en Angola, il applique une double tactique contre-révolutionnaire, étendant plus profondément encore ses griffes dans d'autre régions de l'Afrique australe, dans la tentative de placer le mouvement de libération nationale de ces régions dans l'orbite de ses efforts pour l'hégémonie mondiale. Cependant ce qui détermine le destin des peuples en Afrique australe, ce ne sont nullement les racistes, encore moins une ou deux superpuissances, mais les peuples de l'Afrique australe persévérant dans la lutte. La lutte que les peuples azanien, namibien et zimbabwe mènent pour l'indépendance nationale et la libération sera victorieuse, les régimes racistes blancs et tous les pouvoirs réactionnaires seront renversés. C'est la loi invariable du développement de l'histoire humaine.

Sous la direction du Comité central du Parti communiste chinois, ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng, le peuple chinois, tout comme par le passé, soutiendra avec fermeté les peuples de tous les pays du monde, ceux du tiers monde en particulier, dans leur lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne. Nous nous tenons fermement aux côtés des peuples azanien, namibien et zimbabwe ainsi que des peuples du continent africain tout entier, nous apportons notre ferme soutien à leur lutte contre le racisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

Le pouvoir est au bout du fusil des combattants de la liberté africains. Ci-dessus patriotes zimbabwe à l'entraînement.

Le Liban accueille la force de paix arabe

(suite de la page une)

Il a conclu «C'est d'abord pour le Liban, pour la cause palestinienne ensuite, pour la solidarité arabe enfin qu'ont été prises les résolutions de Ryad et du Caire».

La veille, à Koweit, Farouk Kaddoumi, chef du Département politique de l'OLP avait réaffirmé la volonté de la Résistance palestinienne d'appliquer dans leur totalité les résolutions des sommets arabes de Ryad et du Caire.

Il a par ailleurs estimé souhaitable la réunion à bref délai du Conseil national palestinien (CNP) pour «dresser le bilan de l'action de la Résistance et faire le point de la situation sur le triple plan palestinien, arabe et international à la lumière des changements intervenus sur la scène mondiale.

URSS
Grèves ouvrières

Les conditions de vie pour la classe ouvrière soviétique ne cessent d'empirer. Ainsi, malgré l'instauration du fameux «jeudi sans viande», la pénurie de denrées alimentaires ne cesse de s'aggraver.

A Moscou, par exemple, de nombreux articles de consommation courante, tel le sucre, la viande et le saucisson sont absents de la plupart des magasins depuis le printemps dernier. On ne les trouve qu'au marché noir à des prix prohibitifs.

C'est dans ces circonstances que, malgré l'oppression quotidienne du social-fascisme, apparaissent de plus en plus de grèves ouvrières. Récemment les ouvriers d'une usine métallurgique de Dniepropetrovsk et d'une usine de machine-outils de Vitebsk se sont mis en grève pour protester contre la majoration des prix et exiger l'augmentation des salaires.

La classe ouvrière soviétique, qui il y a tout juste 59 ans prenait le pouvoir en Russie, est riche de tout un passé de lutte et tôt ou tard elle balayera la nouvelle bourgeoisie révisionniste qui s'est installée au pouvoir avec Khrouchchev.

URSS
Démagogie et economie

L'URSS est une grande amie des peuples en lutte, la preuve, elle refuse de jouer au tennis avec le Chili... Cette sinistre comédie que mènent les sociaux-impérialistes soviétiques n'est qu'une vaste campagne de démagogie à l'échelle internationale. La preuve : si la vertueuse URSS joue les «dures» devant les fascistes chiliens et fait du battage pour que cela se sache, elle est, en revanche beaucoup plus discrète sur les relations avec l'un des fascismes les plus sanglants de l'histoire : le fascisme espagnol. On la comprend puisqu'elle vient notamment de lui vendre 2 millions de tonnes de pétrole et que la vente d'un 3e million de tonnes est envisagée. On se souvient également que la Pologne, fidèle alliée de l'Union soviétique, avait, il n'y a pas si longtemps, livré du charbon à Franco en pleine grève des mineurs asturiens.

Ainsi donc, messieurs les sociaux-impérialistes cessez de jouer cette sinistre farce destinée à cacher la lourde responsabilité que vous portez dans l'instauration du coup d'État au Chili de par votre prétendue théorie du «passage pacifique au socialisme». Ça ne prend plus, et vous avez beau refuser toutes les parties de tennis que vous voudrez, de plus en plus, le peuples du monde prennent conscience de votre véritable nature, une nature d'impérialiste.

UNESCO
La délégation somalienne accuse l'impérialisme français

Ibrahim Mohamoud Abyan, porte-parole de la délégation somalienne à la Conférence de l'Unesco qui se tient actuellement à Nairobi a dénoncé en session plénière les exactions auxquelle se livre l'impérialisme français sur la population du «Territoire des Afars et des Issas».

Il a notamment dénoncé la suppression des libertés fondamentales, les emprisonnements massifs et la répression sanglante contre tout le peuple de cette colonie française, femmes et enfants compris. Il a terminé en demandant à la Conférence d'exiger l'indépendance immédiate et inconditionnelle de ce territoire.

Thaïlande
Renforcement de la dictature fasciste

Tout ne semble pas se passer pour le mieux pour les fantoches qui ont pris le pouvoir par la force en Thaïlande.

En effet, un mois après leur coup d'État, les fascistes de la clique Kraivichien ont dû renforcer encore les pouvoirs du commandant en chef de l'armée afin «d'assurer le maintien de l'ordre très rapidement». A n'en pas douter, le peuple thaïlandais, fort de sa longue expérience de lutte et avec à sa tête le Parti communiste thaïlandais saura leur donner du fil à retordre.

Quant à l'impérialisme US, il semblerait que les leçons du Vietnam et du Cambodge ne lui aient pas suffi, il tente une nouvelle aventure qui, une fois encore, se terminera à ses dépens.

nouvelles intérieures

La mort d'une enseignante de Nice

(suite de la p.une),

Renée est la victime tragique du chômage organisé qui pousse à la misère plus d'un million et demi de fils du peuple. Renée est la victime tragique de la hiérarchie dans l'enseignement où des inspecteurs et autres bureaucrates veillent, en réprimant régulièrement les enseignants et plus gravement les maitres-auxiliaires et les instituteurs suppléants, au bon rendement et à la bonne marche de la machine capitaliste de l'école.

Tout ceci encore une fois avec la participation des direction syndicales qui jouent à fond le jeu des «notes administratives», de la «hiérarchie» etc.

Quant au ministre de l'Éducation nationale Haby, il a osé dire que c'était bien triste mais qu'il ne pouvait en rien être tenu pour responsable si des gens non faits pour l'enseignement s'obstinaient à vouloir le pratiquer !

La bourgeoisie de l'Éducation nationale n'use même plus de la pitié démagogique pour ses victimes.

Samedi 6 novembre à Mendes (Lozère)

JOURNEE «LOZERE MORTE»

A Naussac, la lutte s'intensifie. Il est bon de faire un rapide résumé des récents événements. En effet, le pouvoir a précipité les choses afin de mettre la population devant le fait accompli et tenter ainsi de désarçonner la résistance.

Lundi, la SOMIVAL (Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin) qui n'a en principe rien à voir en Lozère, arrive à Naussac avec engins et ouvriers et occupe les terrasses. Mardi, les paysans de Naussac et la population, hostiles au barrage, veulent s'intaller et occuper les terrasses. Ils construisent un abri en planches. La police fait démolir la cabane. Mercredi l'armée arrive avec hélicoptère et engins amphibies dans un but évident d'intimidation.

Les membres du comité de défense, les plus actifs à Langogne, sont surveillés et en butte aux provocations. Le téléphone est coupé. Cette répression, cettte violence en réponse à une action non-violente ne fait qu'accroitre la colère et la détermination de tous ceux qui veulent sauver Naussac et sauver la Lozère.

Vendredi, au Puy-en-Velay, se tenait une réunion unitaire afin de décider du soutien à apporter. Etaient présents à cette réunion notamment la CFDT, l'Humanité rouge, la FEN, APF, Front occitan, Protection de la nature et le comité Naussac du Puy. Le PSU s'est fait excuser mais soutient les paysans de Naussac. Un tract commun est signé. La CGT n'a pas répondu à l'appel. Le PCF, invité, a répondu, dans une lettre, qu'il refusait de participer et de soutenir cette lutte. Nous attendons encore la position du Parti socialiste.

Samedi 30 octobre, une manifestation sur le terrain a réuni environ 300 personnes. De nombreux abris sont construits. Le soir se tient un meeting à Langogne. Sont présents un viticulteur de l'Aude, Monsieur Durand, Jean-Pierre Chabrol, Henri Leclerc, avocat à Paris.

H Leclerc nous apprend que l'occupation du terrain par les forces de «l'ordre» n'est pas légale. Cette occupation doit avoir un but précis (sondages, reconnaissance du terrain) et doit être temporaire. On ne peut en aucun cas empêcher qui que ce soit de pénétrer sur le terrain non vendu. D'autre part, il a rappelé qu'il ne faut rien attendre de la justice qui est au service du pouvoir, qui n'est pas faite pour les déshérités et il a ajouté : «Chaque fois que la justice a cédé, c'était sous la pression de la masse, à cause ou grâce à l'union et à la lutte sur le terrain. C'est donc tous unis et grâce à notre détermination que nous pourrons sauver Naussac et la Lozère».

Étaient également présents des gens du Larzac. A Naussac, au Larzac, dans l'Aude, on se bat pour une même cause : pour défendre les petits exploitants contre les projets et les attaques d'un pouvoir qui ne vise qu'une chose : vider tout un territoire en chassant ses habitants, pour développer un nouveau type d'économie, un nouveau type de vie à son service et pour son seul profit. Ce pouvoir a nettement montré son mépris du peuple. C'est pour leur service, leur vie, que les paysans de Naussac, du Larzac, des viticulteurs et toute la population de la région se battent. La Lozère sera bientôt un désert. Déjà les communications sont pratiquement inexistantes. Plus de trains, pas de grands axes routiers. Coincés entre le désert du parc des Cévennes, du parc du Gévaudan et du camp militaire du Larzac, la Lozère aura peut-être bientôt un nouvel ulcère, Naussac, si nous ne nous battons pas. Il ne faut laisser le pouvoir décider ainsi de notre vie.

Le samedi 6 novembre, une journée Lozère morte était organisée avec une manifestation à Mandes à partir de 14 heures. Cette manifestation est très importante parce qu'elle a été la manifestation de la solidarité ouvriers et paysans, la manifestation de la détermination et de la volonté de tous pour s'unir et gagner cette bataille.

Correspondant du comité
Naussac Le Puy.

Le président de l'Ordre des médecins inculpé d'homicide involontaire

Le professeur Lortat-Jacob, président du très réactionnaire Conseil de l'ordre des médecins, vient d'être officiellement inculpé d'homicide involontaire par un juge d'instruction parisien, après le décès d'un jeune homme de 24 ans à la clinique Perronet de Neuilly-sur-Seine, dont il est le directeur médical.

On se souvient que l'Ordre des médecins s'est particulièrement illustré par son odieuse campagne contre le libre droit à l'avortement menée au nom du «droit sacré à la vie».

On apprend maintenant que ce champion si respectueux de la vie d'autrui est responsable de la mort d'un jeune opéré du fait de criminelles négligences. Sa clinique, dont il doit d'ailleurs tirer de très substantiels profits, étant gravement sous équipée en matériel de réanimation comme en personnel qualifié, selon les dires mêmes de la Commission d'experts.

Le respect de ces gens-là pour le «droit sacré à la vie» s'arrête en fait là où commencent leurs bénéfices qu'ils n'hésitent pas à arrondir au prix de risques mortels pour leurs clients.

LES LEÇONS D'OCTOBRE 1917

(suite de la page une)

Voilà ce que nous a appris Lénine et ce que la vie démontre. La liberté des uns est absence de liberté des autres. Oui, Lénine était partisan de la révolution violente, car il n'y a pas d'autre révolution que violente. C'est une leçon impérissable d'Octobre. Seuls ceux qui ne veulent pas en finir avec le capitalisme ont intérêt à vouloir faire croire en des changements par les élections. Il ne s'agit pas pour eux de détruire le capitalisme, mais d'en prendre les rênes, de le défendre. Pourquoi donc sont faits la police, l'armée, les tribunaux etc, si ce n'est pour défendre par le fer et le sang le pouvoir des exploiteurs. Là où les peuples ont cru dans les mensonges de ceux qui insultent Lénine, ils ont essuyé de sanglantes défaites : le Chili est encore présent dans les mémoires.

Ceux qui aujourd'hui insultent Lénine sont les héritiers de celui que Lénine ne cessa de combattre : le renégat Kautski. Et ce n'est pas un hasard si Elleinstein et ses amis qui dirigent le PCF s'en prennent plus particulièrement à cette œuvre où Lénine arrache le masque de leur ancêtre.

Toujours dans cette même interview, Elleinstein, qui est aujourd'hui le candidat du PCF aux élections législatives du 5e arrondissement de Paris, déclarait encore : *«Briser l'État, au sens où Lénine utilisait l'expression il y a 60 ans dans «l'État et la révolution», ça n'a pas grand sens dans la France contemporaine»*. Oui, c'est bien cela, Lénine et son œuvre sont bons pour le musée ! Eh bien pour nous ils sont vivants et toujours actuels !. L'État, en France aujourd'hui, comme hier au temps de Lénine est fait pour permettre à la bourgeoisie d'exercer sa dictature sur les masses. Il a été forgé pour perpétuer la domination de la bourgeoisie sur les travailleurs, par des moyens violents. Cet État c'est celui qui sert aujourd'hui pour expulser les travailleurs des entreprises qu'ils occupent. Cet État est contre le peuple. Les révisionnistes n'ont qu'un rêve : en devenir les maitres pour, grâce à lui, s'engraisser sur le dos des travailleurs. Les révolutionnaires, sur la voie tracée par Lénine, ont pour but la destruction de cet État, pour en édifier un autre reposant sur la participation directe du peuple : un État prolétarien.

Ce n'est pas non plus un hasard si les révisionnistes estiment que l'œuvre de Lénine «L'État et la révolution» n'a «plus grand sens». Il suffit de la lire pour voir combien elle les accuse !

Ce sont ceux-là qui vendredi tenaient meeting à la Mutualité.

Ennemis de Lénine et d'Octobre, ils le sont encore en présentant l'URSS actuelle comme un pays socialiste : l'URSS où l'armée est envoyée contre les ouvriers en grève pour la défense de leurs conditions d'existence, l'URSS des camps de concentration, des «hôpitaux psychiatriques». Hitler aussi voulait qu'on l'appelle «socialiste». Etre fidèle à Octobre c'est maintenant combattre à mort l'URSS des nouveaux tsars, c'est être convaincu qu'un nouvel Octobre y reviendra qui renversera la nouvelle bourgeoisie au pouvoir et réinstaurera la dictature du prolétariat contre cette racaille. C'est être confiant dans les glorieux peuples de l'Union soviétique.

En vérité, les dirigeants du PCF cherchent à utiliser le légitime prestige d'Octobre parmi notre peuple pour mentir sur le vrai visage de l'URSS d'aujourd'hui. Eux qui se prétendent indépendants de Moscou ont montré vendredi soir ce qu'il en était.

Par la bouche de Guy Besse, ils ont une fois encore cherché à présenter l'URSS de l'anticommuniste Brejnev comme travaillant à la cause de la paix. Voici ce que ce monsieur a déclaré : *«Ses dernières initiatives à l'Assemblée des Nations-unies, en particulier sa proposition d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales, servent la cause de la paix.»*

N'est-ce pas merveilleux que l'aisance avec laquelle ces gens-là mentent ? Ils font tout ce qu'ils peuvent pour que notre peuple se fasse avoir par les paroles des Brejnev et Cie. Le «non-recours à la force» dans la bouche de ceux qui occupent la Tchécoslovaquie et d'autres pays de l'Est européen, qui se sont livrés à une invasion en Angola, dont la flotte sillonne les mers et les océans, qui ne cessent de développer des préparatifs de guerre d'agression, qui manigancent des coups d'État dans différents pays, n'est-ce pas comme le mot «sécurité» dans la bouche d'un assassin ?

Sous prétexte de célébrer Octobre Guy Besse devait encore affirmer : *«Le développement, le renforcement de la coopération entre la France et l'Union soviétique sont un facteur de paix. Ils pourraient aussi contribuer au progrès de notre économie»*.

Pousser à la collaboraion avec ceux qui pillent de nombreux pays d'Europe de l'Est et du Tiers-monde, voilà ce que ces gens-là voudraient. Ils pensent qu'eux-mêmes, ces aspirants aux fauteuils gouvernementaux, en tireraient profit, à l'image de leur compère, le milliardaire Doumeng. Quand ils parlent des «progrès de notre économie» ils veulent parler de ce qui leur permettrait de s'engraisser sur le dos des travailleurs. Lénine nous a appris à discerner la réalité derrière les paroles.

Etre fidèle aux enseignements de la Révolution d'Octobre, c'est aujourd'hui mener un combat implacable contre ceux qui, en France, les foulent aux pieds, et contre ceux qui, en URSS, ont fait de ce qui fut le berceau d'un monde nouveau une nouvelle prison des peuples et le principal foyer de guerre impérialiste. Combat inséparable de celui pour le triomphe de la Révolution prolétarienne en France et dans le monde.

Marseille

LA VERITE SUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI

Il y a quelque temps, le premier ministre se permettait avec le culot et la grossièreté propres aux bourgeois qui ont de l'argent plein les poches, de faire allusion à un gonflement des statistiques du chômage, qui serait dû aux «chômeurs professionnels.»

L'Union départementale des syndicats CFDT des Bouches-du-Rhône et l'Union générale CFDT construction-bois Provence-Côte d'Azur-Corse adressaient au ministre du travail fin octobre à ce sujet une lettre-document dont ils nous ont fait parvenir la copie. Nous publions ci-dessous de larges extraits de ce document tant la dénonciation des pratiques malhonnêtes, bureaucratiques, honteuses des services du Ministère du travail y est dénoncée avec précision et simplicité. Comment ne pas être révoltés quand une fois de plus des immigrés en particulier sont victimes de l'arbitraire voire même de méthodes fascistes de l'administration capitaliste. Mais lisez plutôt et faites le connaitre autour de vous...

Monsieur le Ministre,

Nous avons appris par les journaux que Monsieur le premier Ministre vous avait chargé de mission afin que «soit mieux connue et mieux décrite la situation de ceux qui, bien qu'inscrits à l'ANPE en situation de demandeurs, se trouvent indisponibles».

Nous voudrions apporter notre contributiion à votre mission en vous donnant des précisions sur le sort des travailleurs qui ont fait le gros œuvre du métro de Marseille et qui se trouvent maintenant en situation de demandeurs d'emploi.

– 1) Dès 1975 nous avions signalé aux services préfectoraux qu'on ne pourrait assimiler la situation des travailleurs du métro à celle des travailleurs de Fos. Il est connu qu'à Fos, les travailleurs sont venus de la France entière pour la durée du chantier, sans que quiconque ait ét capable de maitriser leur venue... et ensuite leur départ.

Pour les travailleurs du métro de Marseille, il s'agit d'une population locale habitant Marseille ou la région immédiatement proche. Après Fos, après la première tranche du Canal de Provence, après le début de la crise du bâtiment, 1 500 travailleurs ont trouvé dans le métro l'emploi qu'ils auraient cherché vainement ailleurs dans la proche région.

– 2) Aujourd'hui les 2/3 des travailleurs du métro sont licenciés et nous découvrons de nombreux cas de radiation qui nous semblent injustes et discriminatoires. Les techniques utilisées sont différentes mais le résultat sensiblement identique.

– L'ANPE fournit des renseignements incomplets et inexacts sur la réalité du travail proposé ou refuse de fournir des renseignements essentiels (durée approximative du chantier, entreprise ou agence de travail temporaire, conditions d'hébergement...)

Citons le cas de M. Bouteldja, chef d'équipe Mineur : après le canal de Provence, il a travaillé 2 ans au métro de Marseille. Il habite avec sa famille (5 enfants) depuis 1963 à Marseille. Suite à des propositions de l'ANPE, il s'est rendu une première fois à Eguyzon, une seconde fois à Saint-Étienne. Il a été amené à constater qu'à Éguyzon l'entreprise concernée demandait l'embauche d'un chef de chantier, et qu'à Saint-Étienne, on lui proposait d'être embauché... comme OQ3. (Malgré nos réclamations, personne ne lui a remboursé les frais de déplacement retour !)

– L'ANPE convoque par lettre ou par télégramme des travailleurs en leur demandant de se présenter le jour même à l'ANPE. Si la lettre ou le télégramme n'ont pas été reçus suffisamment tôt, le travailleur ne peut se présenter en temps voulu aux convocations : il est radié «pour non-réponse aux convocations»...

– Un autre genre de mesure est fondé sur l'intimidation pure et simple : sans aucune justification réelle, on déchire la carte de pointage du demandeur ... qui est alors considéré comme ne venant plus pointer !

Un exemple parmi tant d'autres : M. Kaisouri Belkacem. L'ANPE lui avait proposé un emploi dans un chantier de Marseille. L'intéressé s'y est présenté chaque jour durant toute une semaine, deux fois certains jours – et nous en avons la preuve – pour s'entendre dire le dernier jour de la semaine que l'entreprise n'avait pas besoin de lui. Se représentant à l'ANPE, une semaine donc après avoir eu la proposition de place, il s'est vu déchirer sa carte sous les yeux et on lui a dit que ce n'était plus la peine qu'il se représente au chômage !

Ce n'est pas le seul cas, loin de là !

– Il faudrait citer aussi les pressions qui sont faites pour les travailleurs immigrés acceptent des stages d'alphabétisation. Il est vrai que la plus grande partie d'entre eux sont candidats à de tels stages. Mais a-t-on le droit de dire au travailleur «c'est le stage ou la radiation du chômage».

Nous nous demandons donc quel est le but de ces stages d'alphabétisation ? Permettre une réelle promotion personnelle et professionnelle du travailleur... ou bien trouver un artifice pour diminuer le nombre apparent de chômeurs ?

– 3) Mais il nous parait qu'un aspect fondamental de la question des demandeurs d'emploi pourrait être résumé ainsi :

parce qu'il est demandeur d'emploi, le travailleur doit-il accepter de quitter la région où – tant bien que mal – il s'est inséré, où il a son réseau de relations ?

parce qu'il est demandeur d'emploi, LE TRAVAILLEUR N'A T-IL PLUS DROIT A UNE VIE DE FAMILLE NORMALE ?

Comment expliquer autrement la radiation de pères de familles auxquels on a proposé des emplois en dehors de la proche région et qui ont eu pour seul tort de demander au préalable la garantie d'un logement décent pour leur famille et la certitude d'au moins 6 mois de travail (cas de M. Filali Brahim, etc)

Mais allons plus loin. Ces mesures de déplacement ne semblent avoir pour but que d'acculer le travailleur à refuser l'emploi , pour ensuite le radier du chômage.

On radie le travailleur qui demande à rester dans la région même en étant moins payé (cas de MM. Djahafi, Chaib...) mais on radie aussi le travailleur qui accepte n'importe quel déplacement à condition d'être payé autant (cas de MM. Benallou, Atik, Touati).

L'ANPE de Marseille a proposé des emplois aux travailleurs du métro mais dans les villes (ou régions) suivantes : Mulhouse, Clermont-Ferrand, Châlon, Brest, Châteauroux, Besançon, Metz, Montpellier, Nice, Valence, Toulon, Paris...

Serait-ce qu'aux lieux précités, il y a des offres d'emploi sans correspondance aux demandes d'emploi ?

L'ANPE de Marseille propose des emplois à Montpellier ? Mais à Bedarieux, l'entreprise Dumiez menace de licencier une trentaine d'ouvriers, Campenon Bernard Cetra en a licencié 50, et Fougerolles est en situation branlante ...

L'ANPE de Marseille propose des emplois à Paris ? Mais tout récemment la Fédération patronale de la région parisienne annonce la suppression de 23 000 emplois en 6 mois, etc. Alors de qui se moque-t-on ?

– 4) Enfin, nous devons dire notre sentiment profond : au-delà des discours la répression contre les chômeurs fait des essais et s'exerce pour l'instant en priorité sur les travailleurs manuels les plus défavorisés et spécialement les travailleurs immigrés.

Constatons simplement ceci : alors que les travailleurs immigrés – spécialement maghrébins – ont la triste spécialité des travaux les plus pénibles (ce n'est pas pour rien qu'ils étaient près de 90 % de l'ensemble des travailleurs du métro), alors qu'ils arrivent en France avec toute leur force de travail et que bien souvent ils repartent physiquement amoindris (900 morts dans le bâtiment par an et dont la plupart sont des immigrés), alors qu'ils enrichisssent les caisses de retraite, d'Allocations, de Sécurité, etc.

Dès qu'il s'agit du droit de tout travailleur à chercher un emploi, dans des conditions normales pour le 20e siècle, – cela est concrètement refusé aux travailleurs immigrés. Avant de faire des plans pour leur accueil, etc, il faudrait commencer par respecter leurs droits légitimes...

Mais, il ne faut pas que vous non plus, vous vous fassiez des illusions : les travailleurs ne se laisseront pas faire. Déjà – comme au métro de Marseille – l'unité entre les travailleurs AVEC OU SANS EMPLOI se réalise

Hoover (Dijon)

Condamnation de deux ouvriers licenciés

UNE JUSTICE DE CLASSE

Deux ouvriers de Hoover, licenciés au mois de juin pour motif économique, viennent d'être condamnés par le tribunal correctionnel de Dijon à 300 F d'amende et 3 mois de prison avec sursis pour avoir soi-disant frappé un huissier dans l'exercice de ses fonctions. Que s'est-il passé en réalité ?

En mars 1976, 80 % du personnel de Hoover était en grève contre les nouvelle classifications de la métallurgie et pour une augmentation uniforme. Les grévistes décidaient de fermer les vannes d'air comprimé pour empêcher le personnel non-gréviste de travailler. Un huissier est appelé par la direction pour constater ces faits.

A son arrivée l'huissier a bousculé les grévistes présents et a pris quantité de photos. Les travailleurs ont alors décidé collectivement de récupérer la pellicule de l'appareil-photo. Il y a eu une bousculade.

L'huissier a porté plainte contre deux travailleurs dénoncés par un cadre de l'entreprise.

La justice bourgeoise c'est çà, quand les travailleurs défendent leurs justes revendications, qu'ils s'opposent à un huissier faisant du zèle pour défendre nos patrons, ils sont condamnés par la justice bourgeoise.

L'huissier lui n'est pas inquiété pour avoir bousculé des travailleurs et pris des photos alors qu'il n'a pas le droit. Voilà bien le caractère de classe de la justice bourgeoise réactionnaire.

Correspondant HR

MANIFESTATION CONTRE LES LICENCIEMENTS AUX USINES AÉRONAUTIQUES RATIER

Une manifestation regroupant quelque 3 000 personnes s'est déroulée samedi à Figeac (Lot) pour protester contre des licenciements aux usines aéronautiques «Ratier» implantées dans cette ville.

44 travailleurs sont placés d'office en pré-retraite à l'âge de 59 ans, et huit autres licenciements sont prévus pour 1977 par la direction du groupe,. D'autres devraient suivre.

Alors que tous les commerçants avaient baissé leur rideau en signe de solidarité, les travailleurs de l'usine, accompagnés par des travailleurs du département et de petites délégations d'ouvriers toulousains de l'aéronautique, ont défilé dans les rues de la ville.

L'usine «Ratier» de Figeac emploie environ 1 000 ouvriers et fait partie du groupe «Ratier-Forest-GPF» qui compte cinq établissements en France à Figeac, Capdenac (Aveyron), Courbevoie (Seine), Châteaudun (Eure-et-Loir) et Alert (Somme).

Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

Grenoble

Les travailleurs d'Allibert toujours en lutte

Dans l'Humanité rouge No 551 nous faisions état des débuts de la grève il y a trois semaines ; ce mouvement s'est poursuivi à raison de 2 heures de grève chaque jour, ce qui représente un fait exceptionnel. La direction quant à elle, fidèle à une tactique qui lui est chère, a fixé le 12 novembre pour discuter avec les sections syndicales, les revendications des travailleurs, espérant ainsi voir le mouvement s'effriter d'ici là. Ce danger existait réellement car de plus en plus de travailleurs ressentaient le fait que 2 heures de grève chaque jour ne gênaient pas véritablement le patron et n'étaient pas de toute façon en rapport avec le sacrifice financier que cela leur imposait.

Cette forme de lutte présentait un caractère plutôt démobilisateur à moyen terme et cela se confirmait chaque jour. C'est pourquoi les sections syndicales ont décidé de concentrer leurs forces sur une journée entière de lutte (probablement le 9, soit quelques jours avant les négociations pour imposer à la direction un rapport de force favorable. Des décisions ultérieures seront également prises le 12 novembre sans doute, permettant la mobilisation des travailleurs sous d'autres formes au cas où les revendications ne seraient pas satisfaites.

Correspondant HR

Région Rhône-Alpes

Plusieurs conflits importants ont éclaté dans la région ou se sont prolongés dans le courant du mois d'octobre.

RHONE-POULENC TEXTILE
Péage de Roussillon-Isère

L'usine du Péage est occupée depuis fin septembre. Le ministre du chômage, M. Beullac, a autorisé les licenciements le 26 octobre. Ceux-ci avaient été refusés par la Direction départementale de la Main-d'œuvre.

En réponse, des débrayages ont eu lieu dans de nombreuses usines Rhône-Poulenc.

PECHINEY UGINE-KUHLMANN

Les manutentionnaires de l'usine de Brignoud (Isère) sont en grève pour leurs classifications. La direction a répondu en tentant de lock-outer les autres travailleurs. Devant la protestation de ceux-ci, la direction vient de céder en grande partie : augmentation de 0,20 F de l'heure et conservation de la qualification moyennant un examen, levée du lock-out.

Des conflits sont aussi en cours aux usines de Jarrie (Isère).

ESCOLLE (Bâtiment)

Les travailleurs se sont mis en grève le 7/10 pour protester contre la diminution de leurs salaires suite à des diminutions d'horaire.

ESCUDÉ (Transports à Fontaine Dassé (Isère)

La direction a tenté de licencier le délégué syndical CGT. Le 25/10, jour de la confrontation à l'Inspection du travail, des arrêts de travail ont eu lieu.

SECMER (Groupe Rhône-Poulenc)

La direction a décidé de fermer l'usine. Les travailleurs s'organisent.

DUMAZ-PLASTIQUE —(Fontaine-Isère)

Les bonzes révisionnistes de la CGT ont fait reprendre le travail aux ouvriers pour terminer les commandes. L'usine est en liquidation. (voir HR du 23/10)

AREA (Société d'autoroutes)

Fin du conflit le 6/10. La direction a dû renoncer, au moins pour un temps, à tout licenciement.

Rappelons que le direction voulait licencier une centaine de travailleurs, suite à des difficultés financières et à un rapprochement avec la société du tunnel sous le Mont-Blanc qui construit également des autoroutes. Les travailleurs avient occupé plus d'une semaine le carrefour de Villarcher près de Chambéry.

CHEZ RENOUD-LIARD
(Textile- La Tour du Pin — Isère)

Les travailleurs continuent d'occuper l'usine. L'entreprise est en liquidation judiciaire.

Les papeteries de Renage (Isère) sont menacées de fermeture, celles de Barjon à Moirans (Isère) viennent de fermer

Montpellier

Les luttes dans le bâtiment et les travaux publics (2)

Nous poursuivons la publication de l'article de nos camarades sur les nombreuses luttes classe contre classe menées par les ouvriers du bâtiment dans la région de Montpellier.

Ces luttes témoignent d'une riche combativité de la classe ouvrière dans une corporation où les conditions de travail sont particulièrement pénibles et où le chômage sévit à l'heure actuelle dans des proportions rarement atteintes jusqu'alors.

2-Fougerolles

L'Agence de Montpellier compte environ 200 ouvriers (il y a 12 000 salariés, dans cette entreprise en France) — Elle est liée également au groupe Campenon Bernard et GTM.

Déjà il y a 2 ans, une lutte a été menée contre des licenciements, et animée par des marxistes-léninistes. Le résultat a été l'implantation d'une section CGT et d'une section CFDT.

Il y a quelques semaines, une lutte exemplaire a été menée à «l'hôtel Frantel», chantier du polygone de 22 étages, par la section CGT, animée par plusieurs travailleurs immigrés très combatifs. La direction suite à une erreur d'un chef, pour ne pas perdre la face a voulu licencier sur le champ 4 coffreurs. Mais aussitôt tout le chantier s'est mis en grève réclamant la réintégration immédiate de ces 4 travailleurs.

La direction a cédé : victoire pour les travailleurs et unité renforcée parmi eux.

Sur un autre chantier de cette même entreprise mais beaucoup moins important (20 ouvriers), la direction vient de licencier un travailleur CFDT suite à une campagne de provocation continuelle... La CFDT, dans l'unité à la base avec la CGT, mène la bagarre tous «azimuts» : juridique avec l'Inspection du travail, information, pétition, lutte sur les chantiers pour exiger l'annulation de ce licenciement.

3-Colas

L'agence de Montpellier (T.P. Route) compte environ 200 salariés. Il y a uniquement une section CGT composée d'une majorité de travailleurs immigrés.

Mais de gros problèmes de ligne syndicale existent. Il y a quelques temps, les travailleurs ont mené une lutte de 15 jours pour les salaires (principalement) pour se retrouver à la fin de la grève avec 30 F d'augmentation pour les manœuvres...

Aussi certains travailleurs ont compris qu'ils se sont faits avoir avec les augmentations hiérarchisées (par catégorie) et que les délégués ne les ont pas consultés car ce qu'ils voulaient eux c'est une augmentation égale pour tous. Certains ont mieux compris en disant aux autres qu'il ne faut pas déchirer sa carte mais qu'à la prochaine réunion ce soient les travailleurs qui décident et que les délégués ne soient que les porte-paroles de ces désicions...

Bravo à ces camarades et vigilance car si les responsables PCF-CGT sont prêts parfois à «lâcher du lest» pour paraître plus durs et tromper les travailleurs (en particulier les travailleurs immigrés), ils sont féroces si jamais ils sentent la «contestation» monter dans les rangs des sections d'entreprises.

Il n'y a pas une boite de bâtiment de Montpellier où il n'y ait pas de lutte entre le camp des ouvriers et le camp des patrons... on peut présager sans idéalisme qu'il va bientôt se passer des choses plus sérieuses encore dans la période qui vient. Les marxistes -léninistes s'y battront afin d'être à la tête des luttes qui vont se mener, de manière qu'elles ne soient pas dévoyées vers les impasses révisionnistes et réformistes.

JOURNÉE «PORTES OUVERTES» A LIP

Rompre l'isolement de Lip et des autres usines occupées et démontrer que les chômeurs peuvent créer un puissant réseau de solidarité : telles sont les thèmes qui ont dominé, samedi, la journée «Lip déjà demain», organisée par les ouvriers de l'usine de Palente.

Près de 10 000 personnes ont participé à cette journée, au cours de laquelle étaient présentées les diverses productions élaborées au cours de l'été par les ouvriers de Lip et d'autres usines occupées. Plusieurs entreprises étaient ainsi représentées, dont notamment Caron-Ozanne, Idéal-Standart, Réo, CIP, ainsi que les viticulteurs du Midi.

La Faucille

JOURNAL MENSUEL DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le premier numéro de novembre vient de paraitre. On trouvera au sommaire notamment :

— Le Ps contre le syndicat «Paysans-Travailleurs», échec d'une année de manœuvres.

— Viticulture : bilan de la situation dans le midi viticole.

— Sécheresse : position et propositions des marxistes-léninistes.

— Informations sur l'activité des marxistes-léninistes.

Ce numéro est à diffuser largement auprès des militants syndicalistes paysans progressistes.

Le numéro : 1 franc (abonnement un an : 20 f) adresse : Hr-La Faucille, BP 61, 75861 Paris cedex 18.

Santé **Selon que vous êtes riches ou pauvres**

Deux manières d'être hospitalisé

Un témoignage d'une mère de famille de Rennes

A l'hôpital Ponchaillou de rennes, dans le service chirurgie infantile, si votre enfant doit subir une importante intervention et que vous désiriez passer la première nuit avec lui, on vous répondra que cela n'est pas possible... en service public.

Par contre, vous aurez le choix (!) de le faire opérer, au sein même de l'établissement, en clinique privée, appartenant à l'un des professeurs ; lequel ne donne d'ailleurs que des consultations privées, à raison de 5 par semaine et à des tarifs nettement supérieurs au secteur public !

Là, non seulement vous aurez le droit de passer la première nuit avec votre enfant mais vous devrez vous engager à rester durant tout le temps de son hospitalisation, afin de pouvoir vous en occuper.

De cette façon, non seulement vous paierez beaucoup plus cher, mais vous serez utilisé comme «personnel soignant» gratuit, la clinique gagnant sur les deux tableaux !

Mais surtout ne croyez pas bien sûr que cet argent ainsi «récupéré» servira pour le bien des travailleurs à améliorer le matériel ou les locaux, à recruter du personnel (en nombre pourtant insuffisant, débordé et souvent peu considéré par le personnel médical).

Cet argent remplira les poches d'un médecin que la société bourgeoise et capitaliste autorise et même encourage, en plein secteur public (c'est à dire dans un lieu qui devrait servir à mieux soigner et traiter les travailleurs) à ne faire uniquement que de la médecine privée, *une médecine de classe.*

Ce médecin, qui n'aura personnellement à investir ni locaux, ni matériel, ni personnel, se fera de l'argent sur le dos avec l'argent des travailleurs ; eux pour qui la maladie (s'ajoutant souvent au chômage et au manque de ressources) est souvent catastrophique.

C'est là un scandale qui se doit d'être dénoncé, sans oublier toutefois que ce n'est pas seulement en milieu hospitalier que les services publics tendent de plus en plus à se privatiser mais dans la plupart des administrations ; il y aurait là de nombreux exemples à fournir.

Une mère de famille.

Chèques postaux

LA «SPECIFITE» DES FEMMES AU SERVICE DE LEUR EXPLOITATION

Dans une entreprise comme les Chèques postaux, où 95 % des employés sont des femmes, il faut dénoncer l'utilisation de ce que la bourgeoisie appelle «spécificité» de la femme, car pour nous femmes travailleuses, cela signifie : source d'inégalité et de chantage permanent, cela signifie double exploitation.

Il s'agit donc pour nous de combattre et le rôle qu'on nous attribue et les conditions de travail qu'on nous impose.

Ainsi, pour préserver son hégémonie, la bourgeoisie joue sur deux tableaux :

PATERNALISME ET REPRESSION

D'une part c'est la répression, les cadences, de l'autre c'est le paternalisme:

Ainsi, on nous demande un rendement bien supérieur à celui des hommes, si bien qu'il n'est pas rare de les entendre dire, en voyant les cadences imposées dans certains services : «mais elles sont cinglées !»

On exige de nous une discipline deux fois plus sévère : l'«insolence» est sanctionnée par les PV 532 (1).

Les chefs qui nous surveillent à longueur de journée n'admettent pas qu'on leur tienne tête. Parce que les femmes sont considérées comme inférieures, elles doivent être soumises, aussi nous traitet-on comme des enfants... Et les «Mesdames travaillez», les « Mesdames taisez-vous» fusent sans arrêt. A juste titre les femmes s'indignent, elles refusent de se voir traitées comme à la maternelle.. Alors pour étouffer tout sentiment de révolte, la bourgeoisie joue sur l'autre tableau : le «paternalisme». Il faut susciter la bonne humeur qui «devrait» être le propre de la femme, créer la bonne ambiance qui arrange bien les choses pour nos exploiteurs.

Pourquoi une telle situation ? Est-ce dû à la passivité de la femme, à sa «nature », comme nos exploiteurs voudraient le faire croire ? Non, bien évidemment, cela est dû avant tout à son «rôle» de femme dans la société capitaliste bourgeoise.

Briser ce prétendu «rôle» dans lequel on veut nous maintenir, c'est pour nous également combattre la sous-qualification due au manque de formation professionnelle des femmes, à des manoeuvres répressives continuelles qui portent atteintes au déroulement de notre carrière, à un chantage permanent sur notre «rôle »de femme.

C'est ainsi qu'aux Chèques postaux, peu de femmes ont la possibilité de passer des concours pour améliorer leur condition. Prise dans une double journée de travail entre les travaux ménagers, les enfants, les trajets exténuants, le bureau, la femme n'a pas la possibilité physique la disponibilité intellectuelle de penser à

sa formation professionnelle. Rien n'est prévu à cet effet, rien ne permet d'assurer un minimum de formation sur le lieu de travail.

UN SYSTEME ASTUCIEUX ET RENTABLE

Il ne lui reste qu'à espérer une éventuelle amélioration de sa carrière par l'ancienneté, mais là encore, l'Etat a instauré un système de notation fort judicieux et diviseur car il pénalise plus les femmes que les hommes. Ce système se base en l'occurence sur les congés de maladie: Les femmes sont obligées de prendre plus de congés, à cause de leur condition dans la société et de la double exploitation qu'elles subissent: Et cela est sanctionné ! Congés pour grossesse pathologique, congés suite à maternités consécutives qui l'épuisent, congés pour règles douloureuses (droit à 1 ou 2 jours par mois, lorsque le comité médical veut bien l'accorder – . En fait cette possibilité est peu utilisée, soit par ignorance, soit à cause des pressions idéologiques très fortes: cela est très mal vu même par les autres femmes.).

Lorsqu'un enfant est malade, c'est la femme qui doit s'arrêter, et si la lutte lui a permis de disposer de 11 jours ouvrables ou 15 jours consécutifs, au-delà,elle doit grignoter sur ses propres congés.

La liberté du travail que l'Etat-patron s'empresse de défendre lorsqu'il s'agit de briser une grève, n'est pour nous que le droit de ne pas prendre de congés de maladie, de trimer et suer pour les profits des capitalistes. Mais, nous dira-t-on, vous avez la possibilité de vous mettre en disponibilité pour garder vos enfants : cela revient en fait à stopper le déroulement de notre carrière, à risquer de perdre les avantages acquis (si la réintégration n'est pas intervenue au bout de 10 ans, la titularisation est supprimée ; à noter que la réintégration ne se fait pas d'office, mais s'il y a des places disponibles). La disponibilité justifie le fait qu'il n'y a pas de crèche aux Chèques, que les deux jardins d'enfants obtenus après bien des luttes en 1975, ne disposent que de 40 places chacun pour près de 8.000 femmes.

Ces bourgeois qui nous gouvernent peuvent bien prôner sur le registre de leurs lois «l'égalité de l'homme et de la femme», ils peuvent bien s'apitoyer sur la condition féminine et nous mettre des ministres femmes : nous les femmes, savons que seule notre lutte nous permettra d'oeuvrer et pour notre émancipation et pour celle de tous les travailleurs.

Des travailleuses des chèques postaux

(1) PV : procès-verbal qui sanctionne la manière de servir, autre critère pour la notation. La notation est un des critères essentiels sur le déroulement de la carrière et sur le droit à mutation (une note baissée peut être l'objet d'un refus de mutation).

USA : LE SORT DES FEMMES AMERICAINES

Les lampions de la foire électorale américaine se sont éteints, les fanfares se sont tues. Aux côtés de leurs époux respectifs Roselyne Carter et Betty Ford se sont appliquées à jouer les femmes idéales : élégantes, compétentes, toutes dévouées à la réussite de leurs maris, sans oublier pour autant d'être de parfaites mères de famille.

Les USA ne sont-ils pas le seul pays au monde où les universités décernent un diplôme spécial aux femmes qui ont renoncé à leurs propres études pour permettre à leur mari de réussir les leurs !

Les flots de promesses démagogiques n'ont pas manqué de se déverser au cours de cette interminable campagne électorale : en direction des jeunes, des noirs et des femmes. Mais celles-ci sont de moins en moins dupes. Aux dernières élections une sur deux seulement votait. Car une fois close la foire électorale, la vraie vie des femmes américaines, la voici :

«The American Economic Review» a publié en mai un article de M. D. Keyserling, ancien directeur du «Women's Bureau», l'équivalent de l'ancien fief de F. Giroud, au ministère du Travail des USA. Nous en extrayons les données suivantes qui illustent que la femme ne bénéficie pas aux USA d'un statut meilleur qu'en France – alors qu'une bonne partie de la presse bourgeoise prétend que «la femme américaine est heureuse...» !

Le nombre de femmes au travail a plus que doublé depuis 1950 et presque triplé depuis 1940 : il atteint aujourd'hui les 38 millions. De 1950 à 1974, la main-d'œuvre totale a augmenté de 29 millions de personnes : les femmes ont constitué les 3/5 de cette augmentation.

Près des 3/4 des femmes au travail sont célibataires, veuves, séparées ou divorcées, ou bien ont des maris dont le revenu ne dépasse pas 10 000 dollars. Le travail est, en particulier, une nécessité absolue pour les 2 millions et 1/2 de femmes qui sont mères d'enfants de moins de 18 ans et chefs de famille. Et pour plus de la moitié des 11 millions de femmes au travail qui sont mariées et ont des enfants de moins de 18 ans, les revenus qu'elles apportent permettent juste au ménage d'échapper à la pauvreté...

Le problème des enfants

Une très importante proportion des jeunes enfants est simplement placée en surveillance dans des conditions souvent plus que médiocres. Les crèches et centres agréés ne peuvent accueillir qu'un million d'enfants sur un total de 6 millions 1/2... Plusieurs études ont mis en évidence que, souvent, des enfants d'âge scolaire doivent rester chez eux, malgré l'école, pour assurer la garde leurs frères et sœurs. On estime d'autre part que 10 % des jeunes enfants sont emmenés par leurs mères sur les lieux de travail et qu'un grand nombre sont finalement livrés à eux-mêmes. Enfin il y a une absence quasi-totale d'encadrement en dehos des heures d'école pour les jeunes enfants d'âge scolaire dont les mères travaillent. Deux projets de loi tentant de remédier à cette situation inquiétante avaient été soumis au congrès et adoptés par lui. Les deux fois, Nixon y a opposé son veto.

La place des femmes dans le procès de production

Les femmes occupent principalement les emplois les moins rémunérés et les moins qualifiés. En 1973, plus d'un tiers d'entre elles avaient des emplois de bureau et plus de 1/5 dans des activités tertiaires, avec des revenus moyens de 4 100 à 6 500 dollars. Plus d'un autre cinquième était employé dans des activités de vendeuses et d'ouvrières qualifiées ou non, avec moins de 5 000 dollars par an.

15 % des femmes entrent dans la catégorie «emplois professionnels et techniques», dont la moitié dans trois activités traditionnellement «féminines» et peu payées : monitrices et institutrices d'écoles élémentaires, infirmières et techniciennes des métiers de la santé.

Leur salaire moyen, qui représentait 64 % du salaire masculin en 1966 est tombé à 57 % en 1974. Près de 1/3 des femmes gagnaient moins de 5 000 dollars contre 1/10 seulement des hommes. A l'autre extrémité de l'éventail, 2 % seulement des femmes gagnaient de 15 000 à 25 000 dollars contre un pourcentage presque 10 fois supérieur chez les hommes et, au sommet de l'échelle, moins de 0,3 % des femmes avaient un salaire supérieur à 25 000 dollars, la proportion des hommes étant 18 fois supérieure.

Elles ne fournissaient, toujours en 1974, que 7 % des juges et hommes de loi, 14 % des pharmaciens, 20 % des spécialistes de l'informatique et 31 % des professeurs de l'enseignement supérieur. Encore dans ces professions se situaient-elles le plus souvent au bas de l'échelle et leur situation tend-elle à se détériorer. Tout un appareil législatif existe pourtant, qui proclame la non-discrimination et l'égalité des salaires.

Seulement il reste le plus souvent lettre morte, ce qui prouve une fois de plus que si le système capitaliste est prêt à céder sur le terrain des lois, cela ne change rien aux faits.

Enfin le chômage est de 30 % plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Il faut d'ailleurs noter que les règles d'ancienneté qui conduisent à licencier d'abord les derniers embauchés touchent particulièrement les femmes – et plus encore les femmes appartenant aux minorités nationales. Le système d'assurance-chômage lui-même introduit une discrimination supplémentaire. Dans plus de 30 États, les femmes ne peuvent en bénéficier en cas de grossesse. Les gens qui travaillent à temps partiel ne sont pas couverts par cette assurance : 26 % des femmes sont dans ce cas.

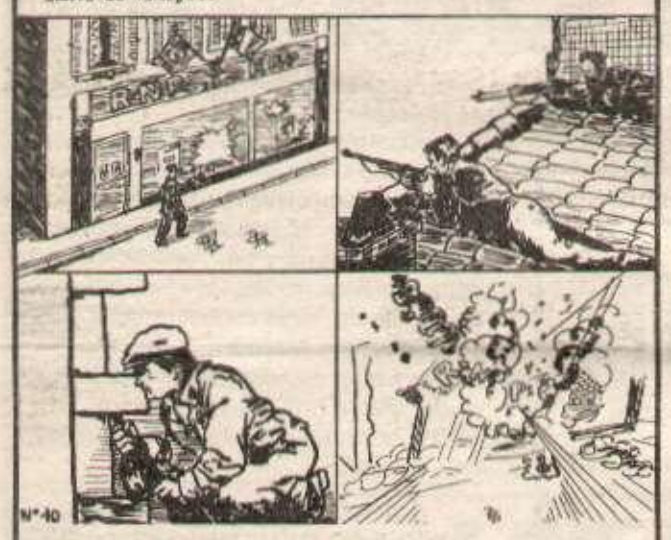
COUPS DE FEU A BARBES

RÉSUMÉ :

Deux jeunes communistes sont arrêtés à l'issue d'une manifestation de masse et condamnés à mort par les nazis. Le peuple de Paris fait savoir sa réponse : Vengeance!

Dans les bois de Lardy des jeunes campent, sereins. Ce sont les chefs de groupe des Bataillons de la Jeunesse parisienne à qui Pierre Georges -le colonel FABIEN- fort de l'expérience des Brigades Internationales donne des rudiments de formation militaire: Lancer de grenade, diversion, assaut...

Les lâches des Kollabos (RNP de Déat, PPF de Doriot...) objets du mépris des masses, sautent par les soins de la jeunesse résistante. Diverses entreprises dont la bourgeoisie donne la production à Hitler sont incendiées comme les ateliers de Vitry...



Henri Gautherot et Samuel Thyselman sont fusillés le 19 août dans les bois au plessis-robinson. Henri était métallo aimé apprécié des ouvriers et secrétaire du cercle de jeunesse de Gentilly. "Titi" fils d'émigré, travaillait comme chapelier avec son père. Il dirigeait les JC de trois arrondissements.

Dans un appartement de Paris quatre jeunes se réunissent et mettent sur pied divers plans. Il y a là, Fabien, Gilbert Brustlein, Bob Gueusquin et Fernand Zalkinov. On discute fièvreusement, on graisse une arme. Demain, après-demain, des officiers nazis vont payer...

culturel

A la télévision du 9 au 15 novembre

MARDI 9 A2 20 h 30
Les dossiers de l'écran : l'Irlande

Notre bourgeoisie s'efforce de faire ingurgiter au peuple toutes ses théories impérialistes par les films qu'elle présente.

Son rôle est aussi d'aider ses acolytes européens en les présentant comme étant de «bons démocrates» épris de justice et le liberté.

Ainsi, il y a un mois, un film nous était présenté sur l'Allemagne de l'ouest en gommant effrontement toute la répression d'Etat sur le peuple.

Dernièrement, c'était au tour de Juan Carlos, en nous présentant l'Espagne différente de celle de Franco.

Aujourd'hui c'est au tour de l'Irlande ou du moins de l'Angleterre : le film «la guerre des enfants», film TV américain. Tout le film repose sur le fait que ce qui se passe en Irlande aujourd'hui est une guerre fratricide et de surplus une guerre de religion entre protestants et catholiques. Mais de tout cela, qu'en est-il ?

Ce qui se passe en Irlande,c'est une lutte réellement anti-impérialiste contre l'Angleterre, une lutte d'indépendance nationale et non une guerre de religion, comme on voudrait nous le faire croire également pour le Liban.

Pour couronner tout cela, le débat n'arrangera rien vu les invités : une représentante du Mouvement des femmes pour la paix; une protestante ; deux catholiques ; un journaliste du *Figaro* et du *Monde*. On parle de tous les problèmes de l'Irlande sauf du fondamental : celui de la domination de l'Angleterre.

MERCREDI 10 TF1 22 h 00
Psychologie : l'opinion publique

Élément fondamental de l'arsenal idéologique employé par les mass-média du pouvoir capitaliste (radio, presse, télévision), la notion «d'opinion publique» préoccupe cette nouvelle émission. Mais parler *d'opinion publique* dans sa conception moderne (celle de la bourgeoisie monopoliste d'État) amène à se placer sur un terrain miné d'avance. En effet quand on parle *d'opinion publique*, on parle de la *majorité silencieuse*, cette fameuse *majorité tellement silencieuse* qu'on se demande si elle existe réellement.

Cette notion est une notion typiquement bourgeoise qui enlève tout caractère de classe de ce «public» pour cette raison tant apprécié des sondages et des organismes d'enquête de la bourgeoisie. A chaque occasion où un problème important (élections, campagnes du genre «pour ou contre la peine de mort») se pose, la bourgeoisie a recours à cette *opinion publique* qu'elle fabrique elle-même grâce à sa propagande parlée ou écrite, ou qu'elle suscite après une préparation de longue haleine par les mêmes moyens.

Ce n'est donc certainement pas un hasard si Jean Stoetzel, qui nous parle ce soir de ce phénomène est en même temps fondateur de l'IFOP, chef-d'œuvre de l'ingéniosité technologique de la bourgeoisie pour se fabriquer des «opinions de majorités silencieuses» à l'aide d'ordinateurs.

JEUDI 11 TF1 – 21 H 30
L'évènement : «le Liban»

On a l'habitude de voir la télévision nous présenter, depuis plus de 18 mois que dure la guerre civile dans ce pays, des images du Liban diversement commentées.

C'est même devenu un sujet favori des émissions d'actualité politique.

Mais le téléspectateur n'y apprend jamais les explications véritables sur la situation dans ce pays. Il n'y entend pratiquement pas parler des ingérences grossières de l'impérialisme US et du social-impérialisme russe. Par contre les visées expansionnistes du sionisme israélien y sont toujours présentées avec faveur et sympathie, alors que la solution définitive du problème palestinien qui réside dans la restitution des droits de ce peuple à sa terre n'y est non plus jamais abordée.

VENDREDI 12 A2 21 h 30
Apostrophes : L'émancipation de la femme

Un peu comme la question de la pollution et de la crise de la consommation, l'idéologie bourgeoise s'est appropriée, *à sa manière*, la juste lutte des femmes pour leur émancipation. Utilisant les courants erronés qui se mêlent à cette lutte légitime, la bourgeoisie les monte en épingle, en fait ses chevaux de bataille et par là même cherche à faire croire aux larges masses que ces aspects erronés constituent l'essentiel de la lutte des femmes. La «lutte des femmes contre les hommes» ou «pour l'émancipation sexuelle des femmes» sont ainsi les thèmes dominants. Les quelques «têtes» invitées ce soir à l'émission de Pivot, perpétuent cette légende : Esther Vilar avec son livre le «sexe polygame», Ménie Grégoire «l'amie de cœur de toutes les femmes» et Xavière Gauthier avec son livre «Dire nos sexualités» : c'est le règne des idées de la petite bourgeoisie «libérée», à cent lieues de problèmes quotidiens des paysannes, ouvrières et de toutes les femmes travailleuses.

VENDREDI 12 A2 22 h 50
Ciné-club : «Ceux de la zone»
(A man's castle) film de Franck borzage

Continuant le cycle sur le cinéma américain de l'entre-deux guerres, le ciné-club, après la projection au mois de juin dernier d'un intéressant film «The mortal Storm» (1940) de Borzage, présente un autre film du même auteur «Ceux de la zone» (1933). Borzage, apôtre du cinéma social

(mais qui, dans cette période, ne faisait pas de cinéma social ?) décrit à travers la vie amoureuse de deux jeunes, Bill et Trina, la profondeur de la crise qui sévit au début des annes 30 aux USA : chômage, vie misérable, injustice de classe, etc.

Un livre à lire

«MA PLUME AUSERVICE DU PROLETARIAT»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes sauvages, la Force du livre.

Le front culturel est aussi l'affaire de tous les travailleurs

PARTICIPEZ A LA RUBRIQUE TV ! REGARDEZ LES EMISSIONS COLLECTIVEMENT, CRITIQUEZ-LES, ENVOYEZ-NOUS VOS INFORMATIONS ET VOS POINTS DE VUE

l'Humanité Rouge

L'opération Union de la gauche dans les syndicats

LES OUVRIERS NE SONT PAS DUPES

Nous publions ci-dessous deux textes qui illustrent le combat mené par les marxistes-léninistes, au cœur de la classe ouvrière, pour le développement des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière, pour la satisfaction de ses revendications contre les mystifications du PCF et des autres partis de l'Union de la gauche. Ils montrent le développement de l'opposition dans les rangs des travailleurs à la ligne des directions du PCF et de la CGT.

Fives Lille : Le 7 n'a rien changé, continuons la lutte !

Il y avait du monde dans les défilés du 7 octobre, cela montre bien l'ampleur du mécontentement populaire, cela montre bien que les travailleurs en ont assez et qu'ils veulent se battre.

Mais se battre comment ?

Des ouvriers de Peugeot nous ont dit : «Le 7, ça ne servira à rien, on suit le mouvement parce qu'il faut bien, mais un jour de grève c'est de la rigolade.» Un jeune ouvrier de l'entreprise déclare : «Je suis d'accord avec vous : la grève du 7 est une grève-bidon !»

Un ouvrier communal de Fives se déclare lui aussi contre le principe des grèves de 24 heures. Il nous dit : «Tout le monde en a marre de ces journées d'action qui ne changent rien. L'ouvrier se fait manipuler, et il a toujours les mêmes problèmes d'argent !»

Un postier fivois nous exprime la même opinion : «Et je ne suis pas contre la grève ! En 68, quand les CRS sont entrés dans les bureaux, qu'il y a eu des vitres cassées, j'étais là, et au premier rang. Et je chantais l'Internationale.» Il nous explique : «Il faudrait partir en grève tous ensemble et un bon coup, sans préavis : faire une grève illimitée»...

Oui, dans la classe ouvrière, la colère gronde contre les directions confédérales CGT-CFDT qui refusent de s'engager dans la lutte véritable, classe contre classe, pour satisfaire les revendications des travailleurs. Chacun se dit : «Il y en a assez des grévettes de 24 heures. Il faut frapper tous ensemble et en même temps par des actions dures !»

Partout la combativité est grande, partout les travailleurs veulent l'*action*. Mais ils veulent l'action pour gagner, pour satisfaire leurs revendications. Ils ne veulent pas servir de masse de manœuvre aux ambitions électoralistes des dirigeants bourgeois de l'Union de la gauche.

IL NOUS FAUT CHANGER DE RÉGIME

Les Marchais-Mitterrand veulent se *servir* des travailleurs comme d'un bélier, pour remplacer le gouvernement capitaliste de droite par un gouvernement de gauche.

Car le Programme commun, c'est toujours le capitalisme. Par exemple : ce programme avance la «solution miracle» des nationalisations. Mais les travailleurs le savent : il n'y a pas de pire patron que l'État. Voyez Renault, où les ouvriers sont durement exploités.

Ce programme de gouvernement nous promet monts et merveilles. Mais changer de gouvernement n'y fera rien, la solution c'est de *changer de régime*, c'est d'instaurer le socialisme, le pouvoir des travailleurs eux-mêmes. Pour que les travailleurs dirigent l'État, soient les maîtres des usines et créent une société fraternelle et juste, où il n'y aura plus d'exploiteurs, où chacun aura du travail, où l'ouvrier et le petit paysan cesseront de vivre dans le besoin et les difficultés.

Regardez l'Albanie socialiste ! Là-bas, l'écart maximum des salaires est de 1 à 1,5 ; il y a du travail pour tous; le peuple ne paie pas d'impôt, les prix sont stables, les logements coûtent 1 à 2 % du salaire, la médecine est gratuite... C'est la dictature du prolétariat, le socialisme.

La trahison du faux Parti communiste français qui a abandonné cet idéal pour se vendre à la bourgeoisie, a découragé la classe ouvrière. Mais nous nous tournons fraternellement vers toi, l'ouvrier, la travailleuse, le petit employé, et nous te disons : de nouveaux communistes sont là qui poursuivent le combat des anciens. Ne cédons pas au découragement, rejoins nos rangs : avec le Parti marxiste-léniniste préparons ensemble un avenir débarassé du capitalisme.

A L'ACTION VÉRITABLE POUR NOS REVENDICATIONS !

Le 7 octobre, les marxistes-léninistes étaient dans la rue avec leurs camarades de travail, au coude à coude, non pour soutenir le Programme commun, mais pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et ses revendications.

Travailleurs ! Le 7 est passé, à présent réunissez-vous dans le cadre de vos sections syndicales, discutez entre ouvriers et ouvrières là où il n'y a pas de syndicat. Faites le bilan de la journée du 7, et posez-vous honnêtement ces questions : «Le 7 changera-t-il quelque chose ? Qui tire profit du 7 : les travailleurs ou les dirigeants bourgeois de l'Union de la gauche ?»

Le 7 est passé, mais le plan Giscard-Barre et nos revendications restent. A l'action véritable pour les imposer :

– pas uns seul licenciement, du travail pour tous !

– pas de salaire inférieur à 2 000 F par mois !

intégration des primes dans le salaire !

– nos 40 heures hebdomadaires sans diminution de salaire !

– non aux hausses des loyers et des charges !

empêchons les expulsions et les saisies !

– Français-immigrés : mêmes patrons, mêmes salaires, mêmes droits !

– à bas la répression antiouvrière et antisyndicale !

Ni plan Barre, ni Programme commun !

Ni capitalisme «de droite», ni capitalisme «de gauche» !

Une seule solution : la révolution prolétarienne.

Le socialisme garanti par la dictature du prolétariat !

Lyon : La ligne des dirigeants CGT

Gagner les cadres sur le dos des ouvriers

Nous publions ci-dessous le tract que les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge ont distribué à l'entreprise Ronis, dénonçant les augmentations en pourcentage et ceux qui les défendent.

Après la distribution de ce tract qui a été approuvé par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, une déléguée très active a été prévenue par des responsables CGT que des mesures allaient être prises contre elle, «pour que ça cesse». Ces messieurs ont ajouté : « on ne peut pas être à la CGT et en même temps critiquer la CGT». Ceci traduit la volonté de la direction de la CGT d'éliminer des rangs de ce syndicat toute opposition à la ligne de trahison qu'elle impulse.

Dans de nombreuses entreprises, comme à Ronis, les travailleurs constatent un début de «reprise» : il y a plus de travail. Les patrons espèrent bien en profiter pour faire travailler davantage, tout en n'accordant que des miettes comme augmentation de salaire. Il faut dire que le «plan Barre» leur rend bien service pour refuser toutes les revendications des travailleurs.

C'est maintenant qu'il faut nous préparer à mener des luttes efficaces pour faire reculer le patronat et le gouvernement à son service. Il faut tout d'abord avoir les idées bien claires sur nos revendications. *Actuellement, il est impossible de s'en sortir avec moins de 2 000 F par mois, et pour conserver notre pouvoir d'achat, c'est au moins 2 300 F qu'il nous faut.*

Faut-il réclamer des augmentations de salaires uniformes ou bien des augmentations en pourcentage ?

Il y a quelques années les dirigeants de la CGT se montraient farouchement hostiles aux augmentations uniformes sous prétexte que cela aboutissait « à un tassement des salaires, qui supprimerait la hiérarchie» et puis «que deviendrait alors un professionnel par rapport à un manœuvre ?»

Ces arguments sont d'ailleurs exactement les mêmes que ceux des patrons qui refusent eux-aussi d'accorder des augmentations uniformes et ne le font que lorsqu'ils y sont contraints par une grève.

Depuis, les nombreuses luttes menées par les travailleurs qui réclament des augmentations uniformes de salaire ont obligé les dirigeants syndicaux à plus de modération. Maintenant, ils reconnaissent qu'il faut demander des rattrapages pour les bas salaires, sans pour autant accepter les augmentations uniformes.

Aussi, périodiquement, on voit réapparaître sur les tracts des directions syndicales les revendications de la «grille hiérarchique unique du manœuvre à l'ingénieur» ou encore celle de «la valeur unique du point» qui ne sont en fait que des revendications en pourcentage déguisées, et qui ne sont d'ailleurs pratiquement jamais reprises par les travailleurs en lutte. (De même la revendication : «augmentation selon l'indice CGT».)

Quels sont les effets des augmentations en pourcentage sur la hiérarchie ? Chacun le sait : elles renforcent, accentuent les écarts entre les salaires. Est-il conforme aux intérêts de la classe ouvrière de demander 5 % d'augmentation pour tous, ce qui ne représente même pas 100 F pour un OS alors que cela représente 300 F pour un cadre gagnant 3 fois plus ?

Ainsi l'écart s'accroit indéfiniment et pour chaque lutte, chaque négociation, le cadre en question empochera 3,4 ou 5 fois plus que l'OS. Beaucoup de travailleurs font cette remarque «Est-ce que l'ouvrier ne paye pas le beefsteack au même prix que le cadre ?»

Si les patrons tiennent tant à ces augmentations en pourcentage qui favorisent leurs cadres et une partie des ouvriers professionnels, c'est qu'ils tiennent à avoir un certain nombre de «larbins» bien payés, tout dévoués à leur service.

Certains peuvent s'interroger sur les raisons qui poussent les dirigeants syndicaux et les dirigeants du PCF à avoir la même position. La réponse il nous la donne eux-mêmes dans leurs journaux. Ainsi, on peut lire dans la «Vie ouvrière» : «Les cadres seront 6 millions en 1985. *Leurs votes*, leurs choix pèsent et pèseront lourd». Et voilà le fin mot de l'histoire : il faut défendre les intérêts des cadres car ce sont des gens qui votent. D'ailleurs l'auteur de l'article continue en se félicitant de ce que un cadre sur quatre vote «Union de la gauche».

On peut même lire dans la «Vie ouvrière» du 16 juin 1976 ceci : «La fourchette des salaires n'a en France rien d'excessif : de 1 à 5 entre le manœuvre et l'ingénieur.» Ou encore : «Bien sûr, certains cadres de haut niveau touchent des salaires élevés. Mais ils sont peu nombreux. Leur rémunération est justifiée par la somme des études qu'ils ont su mener à bien, ou par le poids des responsabilités qu'ils assument.»

Pauvres PDG, qui ont dû pâlir sur des livres pendant que ces veinards d'OS se faisaient une santé en travaillant à la chaîne ! il est bien normal qu'ils gagnent 1 ou 2 millions par mois !

Cette justification de la hiérarchie capitaliste n'a absolument rien à voir avec la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ce n'est qu'une manifestation supplémentaire de la dégénérescence du PCF qui n'a plus rien à voir avec un parti communiste.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4 e trimestre 1976